Bulletin de méthodologie sociologique

Bulletin of sociological methodology

86 | 2005

April

Qui construit les données du sociologue ? Les problèmes posés par l'analyse secondaire des fichiers des licences fédérales

Who Makes Sociology's Data ? Problems Posed by Secondary Analysis of National Sport Club Membership Files

Claude Lafabrègue

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bms/959>

ISSN : 2070-2779

Éditeur

Association internationale de méthodologie sociologique

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2005

Pagination : 55-82

ISSN : 0759-1063

Référence électronique

Claude Lafabrègue, « Qui construit les données du sociologue ? Les problèmes posés par l'analyse secondaire des fichiers des licences fédérales », *Bulletin de méthodologie sociologique* [En ligne], 86 | 2005, mis en ligne le 28 mars 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bms/959>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© BMS

Qui construit les données du sociologue ? Les problèmes posés par l'analyse secondaire des fichiers des licences fédérales

Who Makes Sociology's Data ? Problems Posed by Secondary Analysis of National Sport Club Membership Files

Claude Lafabrigue

- 1 Au regard des faibles moyens dont disposent souvent les chercheurs en sciences sociales, l'analyse secondaire des données offre de nombreux avantages. Angela Dale en a fait un inventaire, en envisageant seulement le cas des enquêtes officielles effectuées par les grands organismes d'État (Dale, 1993). Malheureusement, les enquêtes de ce genre ne sont pas toujours disponibles dans le domaine d'activité qui intéresse le sociologue, et même quand elles le sont, elles ne répondent pas forcément à ses interrogations. Dès lors, celui-ci est obligé de se tourner vers d'autres types de sources, dont la constitution répond à des motifs qui sont souvent éloignés d'un dessein scientifique.
- 2 C'est à cette situation que l'auteur a été confronté lorsqu'il a entrepris de réaliser un suivi longitudinal d'une cohorte de novices¹ inscrits dans les établissements regroupés au sein de la Fédération Française de Voile. En l'absence des ressources nécessaires à la réalisation d'une enquête *ad hoc* auprès d'un large éventail de pratiquants, la solution de l'analyse secondaire des données a été retenue. Bien qu'il impliquait de renoncer à disposer d'informations adaptées aux interrogations du chercheur, le choix d'étudier un échantillon pré-existant de grande dimension ouvrait, en contrepartie, des perspectives avantageuses pour la recherche. Il permettait, en particulier, d'établir des comparaisons avec un travail voisin effectué sur une autre fédération sportive (Chevalier, 1996, 1998). Surtout, il offrait la possibilité de mettre à l'épreuve les conclusions de cette recherche et d'évaluer ainsi leur degré de généralité. Selon Chevalier, le devenir des cavaliers

amateurs dans l'institution fédérale est étroitement dépendant de leur aspiration et de leur capacité à s'approprier la culture équestre légitime, laquelle est solidaire d'une conception sportive, disons compétitive, de l'équitation. En va-t-il de même pour les adeptes d'une pratique nautique qui prennent une licence annuelle auprès de la Fédération Française de Voile ?

- 3 Les seules sources disponibles pour répondre à cette question émanaient précisément de cette fédération sportive. Par chance, la modalité de pratique (en compétition / hors compétition) de ses licenciés annuels est indiquée sur la base de données² que la FFVoile actualise régulièrement par l'intermédiaire de ses relais locaux. Avant de passer à l'exploitation des informations stockées sur ce support, il semblait plus prudent de contrôler leur vraisemblance. Ceci a été fait en prenant appui sur les listes nominatives que livrent les classements sportifs de fin d'année. Leur dépouillement, année par année, a permis de recenser les compétiteurs avérés sur une période de six ans.
- 4 Conçue dans le but de mesurer leur degré de concordance, la confrontation des deux fichiers a abouti au constat d'écarts importants. Cette situation imprévue est venue rappeler que la critique des sources est une étape incontournable du travail scientifique. Le problème soulevé par l'utilisation du fichier central d'une institution sportive en tant qu'instrument d'objectivation pose plus largement la question de l'usage sociologique de matériaux qui n'ont pas été rassemblés par celui qui s'appuie sur eux pour instruire une nouvelle analyse. Quelle signification sociologique peut-on leur attribuer ? Quelle réalité sociale ces données permettent-elles de saisir ? Ces interrogations constituent un préalable épistémologique nécessaire pour se prémunir contre les risques d'une lecture naïve des statistiques, qui consiste à penser que les instruments utilisés pour obtenir ces résultats sont de simples fenêtres ouvrant toutes grandes sur la réalité.
- 5 En sciences sociales, il est acquis que les observations réalisées lors d'un relevé empirique ne sont pas indépendantes de la finalité qui guide ce dernier, des préoccupations qui ont présidé à la conception de l'instrument d'enregistrement et de la série de procédures plus ou moins codifiées sur laquelle la collecte repose effectivement. Loin d'être un dispositif technique neutre donnant accès à une réalité en soi, toute enquête de terrain restreint non seulement l'éventail des possibles observables, mais également le sens assignable aux matériaux collectés. Aussi, convient-il de prendre en considération le fait que ceux-ci ne s'accordent pas avec n'importe quel usage scientifique. On le sait, c'est justement là que réside la difficulté majeure de l'analyse secondaire des données puisqu'elle consiste en *l'exploitation de données en vue d'un objectif ou selon une problématique différents de ceux qui ont présidé à la production de ces données* (Grémy, 1988, p. 27). Tout projet de ce genre doit donc commencer par un examen minutieux du processus social de fabrication des données. C'est seulement à l'issue de cette investigation que le chercheur est en mesure de cerner la signification des données et, par conséquent, de déterminer à quel usage scientifique celles-ci sont susceptibles de se prêter. Si cette précaution est de rigueur quand les matériaux à traiter ont été collectés par les grands instituts nationaux, elle s'impose avec encore plus d'acuité lorsqu'ils ont été produits par une administration privée et pour les nécessités de sa propre gestion.
- 6 Conformément à cette démarche, le présent papier rend compte de quelques aspects du processus de fabrication des données stockées dans le registre national de la FFVoile ; ceci afin de juger si ces dernières se prêtent bien à une analyse sociologique des carrières que les licenciés annuels effectuent à l'intérieur de la fédération en tant que pratiquants. Parce que tout chercheur se doit d'explicitier les principaux *a priori* qui ont guidé les

développements ultimes de son travail, la première partie rappellera brièvement ce qui concourt à faire de toute série statistique un construit social. Ceci étant fait, les deux sources utilisées à titre de documentation seront présentées par la suite, ainsi que les nombreux écarts constatés entre elles. Ces derniers auront gagné en intelligibilité au terme de la dernière partie, une fois qu'auront été décrits les différents systèmes de relations sociales d'où sont issus les éléments codés dans le fichier central de la FFVoile.

L'usage sociologique des matériaux collectés par d'autres

- 7 L'analyse critique des sources a donc pour vocation d'aider à comprendre comment les données ont été graduellement construites. Une rapide exploration de la littérature sociologique envisageant la documentation statistique sous ce jour met en lumière quatre paramètres déterminant l'élaboration des données : l'enjeu social de l'observation, la construction des nomenclatures, l'organisation du travail et la marge d'interprétation des intervenants. C'est la connaissance de leurs effets qui a guidé l'enquête qui suit plus loin.
- 8 Rappelons tout d'abord que l'activité statistique n'est jamais neutre. Son existence même peut directement affecter, positivement ou négativement, les intérêts d'individus, de groupes ou de vastes organisations qui ajustent alors leurs comportements en conséquence. Cela signifie que les agents concernés, de près ou de loin, par l'activité statistique n'adoptent pas la même ligne de conduite selon que celle-ci présente ou non, à leurs yeux, des enjeux sociaux. Ceci est avéré même quand les relevés statistiques portent sur des faits extérieurs à l'organisation assurant leur exécution. Dans ce cas, l'observation peut être entravée par des groupes de pression ou par des autorités publiques soucieux de ne pas endosser la responsabilité de nuisances collectives (Soulé, 2002 ; Besson, 1992). Elle peut aussi être favorisée pour des raisons pécuniaires par les employés qui la réalisent et perturbée, d'un autre côté, par les individus qui y sont soumis (Merllié, 1983 ; Peneff, 1984 ; Peneff, 1988). Et lorsque ces relevés sont établis par une organisation sur ses propres composantes en vue de faciliter sa gestion, la détermination de l'observation par son enjeu social est encore plus flagrante. Celle-ci a toutes les chances d'être instrumentalisée par ceux qui se trouvent être à la fois chargés de l'accomplir et assujettis à l'action normative qui la sous-tend (Briand *et al.*, 1979 ; Masson, 1997 ; Waser, 1992).
- 9 Dans les enquêtes administratives de ce genre³, le dispositif d'observation est souvent fruste. Si la définition de l'objet d'étude ne pose pas problème quand le champ d'observation correspond au périmètre social sur lequel l'organisation exerce son pouvoir, il en va autrement pour la mise au point des grilles classificatoires visant à décrire cet objet plus en détail. Celle-ci implique en effet l'adoption d'un certain nombre de conventions. Or, ces classifications sont en général très loin d'avoir la rigueur qui caractérise aujourd'hui les nomenclatures d'État. Les catégories utilisées sont mal définies, voire même pas du tout ; les classements sont effectués en l'absence de conventions formelles d'affectation (Merllié, 1983). Il arrive aussi que les découpages officiels se brouillent davantage quand des membres de l'organisation développent, dans leur gestion quotidienne, des usages subversifs ne correspondant en rien aux situations qui ont été initialement codifiées, serait-ce d'une façon rudimentaire (Briand *et al.*, 1979).

- 10 Toutefois, le soin apporté aux définitions n'assure pas forcément une validité aux informations statistiques produites par la suite si les conditions dans lesquelles se déroule le travail empirique ne sont pas soigneusement contrôlées (Minvielle, 1996). Les travaux qui procèdent à la comparaison de deux investigations menées auprès de la même population-mère soulignent combien la distribution des réponses établie après enquête est redevable de l'organisation du travail statistique. Ainsi, les fluctuations constatées à l'issue des enquêtes administratives sur l'origine sociale des étudiants doivent, selon toute vraisemblance, être imputées à la grande variabilité des procédures suivies par les universités françaises pour questionner les étudiants (Merllié, 1983 ; Peneff, 1984).
- 11 Un autre déterminant de la connaissance statistique se situe dans la marge de liberté que l'organisation du travail laisse aux intervenants (enquêtés, enquêteurs, codeurs) pour interpréter la tâche qu'on leur demande de faire. Une telle laxité, avérée dans un cadre aussi contraignant que celui posé par l'INSEE pour le recensement de la population et l'enquête emploi (Cézard, 1981 ; Desrosières et Thévenot, 1992), génère des flous à différents moments de la chaîne de production de l'information statistique. Ceux-ci sont d'autant plus étendus que la latitude d'interprétation des intervenants est grande, ce qui est particulièrement le cas dans les enquêtes administratives menées sur l'origine sociale des étudiants. L'examen minutieux de l'activité du personnel affecté au codage des réponses obtenues lors de ces enquêtes montre en effet que les pratiques effectives de classement sont très éloignées de la nomenclature des PCS établie par l'INSEE (Merllié, 1989).
- 12 Ceci étant, la mise au jour de ces déterminants ne permet en aucune façon de savoir quelle fonction précise doit revenir à l'analyse critique des sources dans la production des connaissances scientifiques. Sur cette question épistémologique, deux positions bien tranchées se dégagent : l'une invite à traiter les documents statistiques comme objet de connaissance, l'autre en tant qu'instrument de connaissance.
- 13 Selon Merllié, la part d'arbitraire qui est inhérente à toute investigation statistique prive de tout sens la notion d'erreur : « L' "erreur" n'est que la forme que prend l'oubli du caractère construit de toute mesure » (Merllié, 1988, p. 95). Aussi est-il vain de penser que les progrès des connaissances scientifiques passent par un perfectionnement technique de l'instrument statistique. Si l'on ne peut réduire à néant la variabilité des résultats, au moins peut-on tenter d'en tirer parti afin d'élaborer une interprétation sociologique adéquate. Cela suppose au préalable d'être instruit des choix et des conditions sociales de travail qui ont orienté l'observation statistique tout au long de son déroulement. Partant de là, disposer de deux sources d'informations statistiques sur un même phénomène est d'un grand intérêt puisque cela permet au chercheur de rapporter les écarts entre résultats aux différences séparant les instruments d'enquête, tant dans leur conception initiale que dans leurs conditions de mise en œuvre. Les variations constatées dans les chiffres peuvent alors être utilisées pour produire des connaissances sociologiques en portant au jour les facteurs sociaux qui les déterminent et les objets qui y sont le plus sensibles.
- 14 D'autres chercheurs, comme M. Gollac (1997), n'ont pas renoncé à faire des statistiques un instrument de connaissances sociologique. Une variable statistique n'ayant pas de pertinence en elle-même, indépendamment des opérations pratiques successives qui l'ont constituée, l'analyse critique des sources a pour fonction expresse d'éviter de faire des erreurs, c'est-à-dire, de faire un usage scientifique des chiffres que n'autorise pas le protocole d'établissement des données, en aidant à l'interprétation des données. Faire des

erreurs, cela peut être, par exemple, de considérer que les statistiques produites par l'institution scolaire aux fins de gérer ses activités ordinaires, décrivent les caractéristiques des comportements des élèves, alors qu'elles ne font, en fait, que réfléchir certains aspects des activités déployées par les agents de cette institution (Briand *et al.*, 1979). Dans cette logique, la disponibilité de deux sources statistiques sur le même échantillon peut donner la possibilité au chercheur de choisir celle qui est la plus cohérente au regard de l'usage scientifique qu'il souhaite en faire. C'est précisément cette fonction qui a été assignée à l'analyse critique des documents de la FFVoile dont on trouvera une présentation dans la dernière partie.

Les sources fédérales et les écarts constatés

- 15 Les deux sources utilisées pour répertorier les adeptes de la planche à voile parmi les licenciés de la Ligue de Bretagne de Voile, entre 1996 et 2001, émanent de la FFVoile. Une simple comparaison suffit à constater l'existence d'écarts importants entre elles.

Description des sources

- 16 A la suite du processus de démocratisation intervenu dans la décennie 1970 (Jallat, 2001), la FFVoile proposait au milieu des années 1990 un éventail élargi de titres fédéraux. Ils étaient au nombre de cinq : la licence annuelle, obligatoire pour participer aux compétitions officielles organisées par la fédération ; la licence école de voile et de tourisme d'une durée de validité de deux mois, à laquelle sera adjoint, à partir de 1998, un livret intitulé passeport-voile, sa validité ayant été étendue à six mois sur le sol breton ; la licence temporaire de trois jours ; l'assurance journalière ; le passeport voile scolaire destiné aux élèves et étudiants pendant l'année scolaire.
- 17 À partir de 1995, seul l'enregistrement des licences annuelles sur un fichier central reste obligatoire pour tous les établissements. Cet enregistrement se fait localement, d'abord par voie télématique, avant qu'il ne soit possible, vers 1999, d'accéder au serveur national *via* un ordinateur, grâce au réseau internet. Chaque licencié se voit attribuer une fiche informatique qui permet de décrire quelques-unes de ses caractéristiques, en plus de son numéro de licence : nom, prénom, sexe, date de naissance, adresse, et choix sportifs. La personne qui remplit cette fiche doit, en effet, indiquer si le titulaire de la licence exerce ou non des responsabilités associatives en tant que dirigeant ou arbitre, son « activité sportive principale », autrement dit le principal support sur lequel celui-ci compte naviguer (dériveur, multicoques, planche à voile, etc.), son mode de pratique prioritaire ; c'est-à-dire, s'il choisit ou non de s'adonner à titre prioritaire à la compétition, et la catégorie du club auquel il est adhérent, à savoir s'il s'agit ou non d'un club corporatif.
- 18 Pour faciliter l'enregistrement des licences, chaque établissement reçoit de la part de la fédération, avant le début de la saison sportive, un dossier dans lequel se trouve une série d'instructions décrivant la marche à suivre pour effectuer correctement cette tâche. Celui-ci fournit la liste des codes à utiliser pour exprimer le choix du licencié, il dit comment procéder pour donner le renseignement voulu en face de telle ou telle rubrique, et décrit les modalités d'utilisation de la machine pour renouveler une licence selon que la personne concernée était présente ou non dans l'établissement l'année précédente.

- 19 En raison des doutes portant sur l'exactitude des renseignements consignés sur le fichier central, un second fichier a été constitué à partir des documents relatifs aux résultats sportifs de fin d'année de la période concernée (1996-2001). Afin de conserver au travail sa faisabilité, la recherche a été réduite aux licenciés annuels censés pratiquer la planche à voile dans un établissement dépendant de la Ligue de Bretagne de Voile. Elle dresse ainsi la liste des pratiquants dont les noms figurent sur les classements officiels des épreuves sportives de planche organisées par la FFVoile. Pour chaque année étudiée, deux types de documents ont dû être dépouillés, de manière parallèle ou parfois de façon complémentaire, afin de réduire le plus possible les chances d'oublier des compétiteurs.
- 20 Conformément à la manière dont l'activité en planche à voile est gérée sur le plan national, les compétitions recensées par nos soins se distribuent entre les trois grandes catégories connues : les épreuves de course utilisant des planches à dérive relevant d'une série monotype, les épreuves de *raceboard* réunissant plusieurs types de planches, les épreuves de *funboard* (slaloms, parcours, vagues) utilisant des planches plus courtes sans dérive. Les compétitions concernées prennent place dans le schéma de structuration sportive établie par la fédération. Elles donnent lieu à l'attribution d'un titre de champion correspondant à un niveau territorial précis. Les récompenses honorifiques s'étagent ainsi du bassin, sous-division du département, jusqu'à la nation. C'est auprès des comités départementaux qu'ont été sollicités les résultats des championnats ou des critères locaux. La Ligue de Bretagne a mis à notre disposition les résultats des championnats de Bretagne. Quant aux classements des championnats de France, ils ont été obtenus auprès du Conseiller Technique National et de l'Association Française de Windsurf⁴. Toutes ces épreuves correspondent à la manière dont la FFVoile définit, en exerçant sur leur organisation un contrôle strict, les compétitions sportives en planche à voile. Le dépouillement passe donc à côté d'autres types de compétitions, généralement impulsées par des intérêts commerciaux, qui conservent toutefois un lien avec la sphère fédérale. Dans le jargon de la fédération, elles sont qualifiées d'épreuves promotionnelles.
- 21 Ces dossiers sportifs se présentent sous la forme d'une liste nominative, les concurrents étant classés par ordre hiérarchique en fonction du nombre de points accumulés lors des différentes épreuves. Selon les documents, on y trouve une gamme de renseignements supplémentaires plus ou moins étendue : numéro de licence, sexe, année de naissance ou catégorie d'âge, club d'appartenance ou code fédéral du club. Dans certains cas, les informations disponibles sont des plus sommaires. Elles se réduisent au nom patronymique et au prénom, parfois orthographiés de manière fantaisiste.
- 22 Afin de parer aux difficultés rencontrées pour accéder à certains documents, tous les classements nationaux établis sur la période 1996-2001 dans les catégories Mistral et *raceboard* ont été dépouillés. La consultation des dossiers de la FFVoile stockés au Centre des Archives Contemporaines à Fontainebleau a permis de s'assurer que le travail effectué jusque là, notamment à partir des classements nationaux, était très correct. Sur les 157 noms de pratiquants bretons repérés dans le dossier de l'année 1996⁵, un seul ne figurait pas dans le fichier des compétiteurs constitué par nos soins.

Une absence de cohérence entre les deux sources d'information

- 23 Le schéma en Figure 1 indique, pour chaque année de la période étudiée, le nombre de noms différents de pratiquants trouvés sur les documents de résultats sportifs. Celui-ci oscille entre un peu plus de 670 et un peu moins de 850. On distingue une très nette tendance à la baisse des effectifs de compétiteurs lors des trois dernières années. Voir Figure 1 : Nombre de noms de compétiteurs saisis à partir des documents de résultats.

Figure 1 : Nombre de noms de compétiteurs saisis à partir des documents de résultats

- 24 Chaque année est apparu un contingent plus ou moins important de noms ne figurant pas dans le fichier fédéral, en dépit des multiples recherches orthographiques entreprises pour élucider ces omissions. Il a fallu distinguer deux catégories d'absences en raison des règles régissant la distribution des licences annuelles. Jusqu'en 2001, il existait une période de recouvrement de trois mois permettant d'assurer une passerelle entre la saison sportive étalée d'août à septembre et la période de licenciement⁶ correspondant à l'année civile. Jusqu'à cette date, les clubs avaient la possibilité de licencier leurs membres dès le 1^{er} octobre - prenons 1996 - pour l'année civile suivante. La durée de validité de la licence était alors de 15 mois et ses titulaires pouvaient donc participer aux régates organisées entre les mois d'octobre et de décembre - de l'année 1996 - suivant leur inscription, sans pour autant que leur nom apparaisse dans le fichier central cette année-là ; c'est-à-dire, en 1996. Cette licence annuelle donnait le droit à son titulaire de participer aux épreuves sportives jusqu'à la fin de l'année de licenciement (1997). Si ce dernier ne reprenait pas sa licence l'année suivante (1998), son nom pouvait quand même figurer six mois plus tard dans les résultats sportifs de fin d'année - en juin 1998 - sans qu'il n'apparaisse dans le fichier central de l'année civile (1998) correspondant à la fin de la saison sportive. Voir Figure 2 : Nombre de noms saisis dans les résultats sportifs et absents du fichier central.

Figure 2 : Nombre de noms saisis dans les résultats sportifs et absents du fichier central

(en préparation/under preparation)

- 25 En 2002, le système a changé. Une licence spécifique a été instituée à l'intention des gens n'ayant jamais possédé de licence annuelle auparavant. Ce système permet de délivrer

aux gens concernés, qui se présentent dans un club de voile à partir du 1er septembre, deux licences au prix d'une, l'une valable pour l'année en cours, l'autre pour l'année suivante. À la différence du système précédent, le bénéficiaire qui s'inscrit pendant la période de recouvrement apparaît deux fois dans le fichier central. Entré en vigueur en 2002, ce nouveau système a profité aux primo-licenciés dès septembre 2001.

- 26 Sur la figure 2, on note que le nombre de noms de compétiteurs absents du fichier central décroît de manière tendancielle au fil des ans, son poids relatif également puisqu'il passe de 8,2 % à 2,2 %. Cette décroissance est surtout le fait des absences explicables par le système de licenciement exposé précédemment (catégorie « Absents sauf l'an d'avant »). Cela signifie aussi qu'on trouve chaque année sur les résultats sportifs une petite part de compétiteurs qui sont absents du fichier central des licences annuelles sans que l'on puisse affecter à cette absence une cause bien identifiée.
- 27 De son côté, le fichier central de la FFVoile permet de connaître le nombre de licenciés annuels censés naviguer en planche à voile et l'effectif de compétiteurs déclarés dans cette catégorie. S'agissant de la Ligue de Bretagne de Voile, on obtient un contingent de véliplanchistes qui croît d'une centaine d'unités sur les six années étudiées, ce qui correspond en définitive à une assez faible amplitude. Leur nombre oscille entre un peu moins de 1 700 et un peu plus de 1 800 individus. En revanche, la masse de compétiteurs augmente considérablement les quatre dernières années (voir Figure 3 : Licenciés annuels identifiés en tant que véliplanchistes dans le fichier central), après un effondrement survenu en 1996-1997. Au vu de l'importance de ces variations sur une aussi courte période (diminution de moitié en l'espace d'un an, puis triplement des effectifs l'année suivante), il est donc difficile de penser que les données stockées sur ce fichier décrivent correctement les pratiques des licenciés.

Figure 3 : Licenciés annuels identifiés en tant que véliplanchistes dans le fichier central

(en préparation/under preparation)

- 28 Pour chaque année, les noms saisis à partir des classements sportifs ont été comparés à ceux stockés dans le fichier central. L'objectif était d'évaluer l'importance des décalages entre ces deux sources en tenant compte des caractéristiques attribuées aux licenciés dans le fichier central. Des écarts ont pu ainsi être observés à propos du support de pratique (planche à voile ou non) et du mode de pratique prioritaire (en compétition ou non). L'observation et la quantification des décalages ont été effectuées en partant des données stockées dans le fichier central, puisque c'est sur ce document, en tant que source officielle d'informations la plus aisément disponible, que notre attention était dirigée. Voir Figure 4 : Les écarts entre les informations livrées par le fichier central et celles apportées par les classements sportifs.

Figure 4 : Ecart entre les informations livrées par le fichier central et celles apportées par les documents de résultats sportifs

(en préparation/under preparation)

- 29 D'une année sur l'autre, les écarts constatés entre le fichier central et les classements sportifs sont toujours considérables (voir figure 4). Cependant, selon les années, ces écarts ne sont pas produits par les mêmes catégories de licenciés. Lors des deux premières, la contribution des adeptes de la planche à voile ^{F2}loisir^{F2}, en fait les non-compétiteurs, est substantielle. Par la suite, ce sont les sportifs qui contribuent le plus à la

production de ces discordances. On peut aussi chercher à représenter, pour une catégorie donnée, le niveau d'intensité des écarts entre les deux sources documentaires. On calcule alors des taux d'écarts. Jusqu'en 1997, ce taux est remarquable chez les adeptes de la planche à voile « loisir » (26 % puis 36 %), puis il décline fortement pour avoisiner 10 %. Cela signifie que sur 100 licenciés rangés dans cette catégorie dans le fichier central de la FFVoile, un quart d'entre eux, puis un peu plus d'un tiers, figurent dans les classements sportifs les deux premières années. Ce taux d'écart est d'une amplitude considérable chez les compétiteurs en planche à voile. Après avoir atteint 40 % les deux premières années, il varie ensuite entre 50 % et 56 %. Sur 100 licenciés censés disputer des compétitions en planche à voile, la moitié, et parfois même un peu plus, ne figurent donc pas dans les classements sportifs.

- 30 On peut ajouter à ces décalages ceux qui sont redevables à des licenciés annuels dont les noms ont été trouvés une année donnée sur les classements sportifs, alors même que le fichier de la fédération indiquait qu'ils ne pratiquaient pas la planche à voile. En rapportant ceux-là au nombre de véliplanhistes déclarés sur le fichier central, on calcule un taux d'omission. Celui-ci indique que pour 100 licenciés annuels identifiés en tant que véliplanhistes sur le fichier central, il en existe à peu près entre trois et cinq autres, selon les années, qui ne sont pas enregistrés comme tels sur ce même fichier.
- 31 Cette évaluation se heurte à plusieurs limites qui empêchent de calculer un taux d'écart global entre les deux sources. Pour ce faire, il faudrait en effet avoir dépouillé au préalable les résultats sportifs afférents aux différentes catégories de supports gérées par la FFVoile (dériveur, catamaran, habitable, etc.). Cela permettrait de connaître tous les décalages observables dans l'attribution des supports de navigation et également, lorsqu'il y a concordance entre les deux sources au sujet du support choisi, ceux qui concernent le mode de pratique prioritaire attribué aux licenciés. En l'absence d'un tel travail, il n'est pas possible de décrire précisément certains écarts. Au vu de la documentation disponible, il n'y a, par exemple, aucun moyen de préciser le support de navigation et la modalité de pratique des licenciés qui sont absents des classements sportifs, bien qu'ils soient classés véliplanhistes de compétition sur le fichier central. On ignore donc combien d'entre eux naviguent en fait sur un autre type de support et dans quelle proportion ils s'adonnent effectivement à la planche à voile, mais en dehors de toute compétition. Cette incertitude est renforcée par l'impossibilité de dresser la liste, par catégorie de supports, des licenciés annuels adeptes d'une pratique dite de « loisir ». Comme il n'existe dans les dossiers fédéraux aucune trace donnant la possibilité de recenser ces derniers, la connaissance des écarts entre supports avérés et supports annoncés sur la base centrale de données est, par conséquent, inaccessible pour cette population de licenciés.
- 32 Comment interpréter de tels écarts ? On pourrait être tenté d'incriminer l'épuration de la base de données à laquelle a procédé le prestataire de service qui s'occupait alors de la gestion informatique des licences annuelles pour le compte de la FFVoile. Faute d'une place suffisante sur le support magnétique, il devenait nécessaire d'éliminer un grand nombre d'enregistrements afin de pouvoir continuer de tenir à jour la base. Selon le directeur du service informatique de la fédération, qui était déjà en poste à cette époque, cette opération serait intervenue entre 1994 et 1996. Au vu des statistiques fédérales, cette épuration a vraisemblablement touché les fiches enregistrées avant 1994, compte tenu du boom apparent des effectifs fédéraux entre 1993 et 1994⁷. Cet événement est donc

antérieur à la période couverte par la présente étude. Par conséquent, on doit rechercher ailleurs la cause des écarts constatés entre les deux sources d'informations disponibles.

La construction des données stockées dans le fichier central des licences annuelles

- 33 Afin de déterminer comment le fichier central est renseigné, une enquête a été menée à la fin des mois de juin et d'août 2003 par téléphone auprès de 21 établissements bretons (clubs, bases de loisir, centres nautiques municipaux) affiliés à la FFVoile sur un total de 223 décomptés en Bretagne, à partir d'une liste fournie par la Ligue régionale. La consigne et les questions figurant dans le guide d'interview devaient orienter l'échange verbal vers deux thèmes principaux : le mode de collecte des informations nécessaires au renseignement des deux champs « Activité » et « Compétition » du fichier central⁸ et les conditions de leur saisie dans ce fichier. Dans l'ensemble, le déroulement des interlocutions a respecté l'ordre des questions initialement prévu. Néanmoins, l'instrument utilisé relevait davantage du questionnaire ouvert, face auquel les interlocuteurs, l'enquêteur comme les enquêtés, disposent d'une marge de liberté relative. Des questions ou des relances non prévues ont ainsi été ajoutées lorsque cela est apparu nécessaire pour faire avancer l'enquête. En fin de compte, le guide a été enrichi au fur et à mesure que les échanges avec les informateurs faisaient apparaître de nouvelles questions sur des aspects du mode de renseignement du fichier fédéral, considérés comme importants et dont les réponses étaient incertaines. Les interviews ont duré entre vingt minutes et quarante cinq minutes. Les interlocuteurs contactés étaient le plus souvent des salariés permanents de l'établissement, beaucoup plus rarement des élus de l'association.
- 34 Le choix des établissements entrant dans cette enquête s'est fait au vu de la liste des compétiteurs figurant dans les classements sportifs de fin d'année en planche à voile. Ont été contactés en priorité ceux qui y étaient représentés. Toutefois, ceux qui avaient été fortement sollicités par ailleurs dans les phases antérieures de la recherche ont été écartés. Il n'a pas été tenu compte, pour les besoins de ce choix, de facteurs susceptibles de modifier le contexte dans lequel est renseignée la base de données, tels que le nombre de licenciés, l'effectif du personnel, l'éventail plus ou moins large des supports proposés ou encore la part d'adhérents participant aux activités collectives du club en planche à voile. L'objectif de cette enquête n'était pas d'établir des statistiques sur la base d'un échantillon représentatif, mais de faire apparaître, à partir d'exemples, la manière dont procèdent les établissements pour obtenir les renseignements qu'il leur est demandé de fournir sur leurs adhérents, afin de procéder à l'enregistrement des licences annuelles sur le fichier central.
- 35 Cette démarche a l'inconvénient de n'être basée que sur les déclarations des personnes sollicitées, sans qu'il soit possible de les rapporter à l'observation directe des usages en vigueur dans ces établissements en matière d'inscription, de collecte et de saisie des informations destinées à la fédération. Néanmoins, nous avons pu nous procurer les fiches d'inscription pour l'année en cours auprès des établissements nautiques qui s'en servent pour enregistrer leurs licenciés annuels sur le fichier central. En définitive, il aurait été difficile de procéder à une observation systématique de ces pratiques dans leur grande diversité. En effet, les moments pendant lesquels ces opérations sont réalisées

(parfois, il semble qu'il n'y ait pas de moment précis pour enregistrer les licences) changent d'un lieu à un autre. Sauf à pouvoir mobiliser des moyens importants permettant de conduire une investigation à différentes occasions en plusieurs endroits, il n'était pas envisageable d'avoir connaissance de cette diversité en procédant de cette façon.

Les enjeux liés à l'enregistrement des licences annuelles

- 36 L'enregistrement des licences annuelles recouvre un certain nombre d'enjeux, qui ne sont pas les mêmes pour la fédération et pour les établissements nautiques locaux.
- 37 Pour la fédération, la bonne tenue du fichier national par les associations locales est une nécessité au regard des relations étroites qui la lient à l'État. En effet, chaque année le ministère de tutelle diligente une enquête auprès des fédérations sportives pour établir la statistique nationale des licences sportives. Il est donc important pour les dirigeants de la FFVoile de connaître le nombre de licences distribuées à l'issue d'une année, sachant qu'une partie du financement public ou parapublic qui lui est destinée repose sur ce calcul.⁹ Cet enjeu financier explique sans doute qu'à l'article 51 de son règlement intérieur, elle prévoit que les groupements affiliés délivrent à tous leurs adhérents une licence fédérale.
- 38 Il faut également prendre en compte le fait que les indications stockées sur ce fichier sont intégrées à sa gestion interne. En effet, la fédération s'en sert pour envoyer à ses membres leurs licences dont la présentation est, *a priori*, obligatoire pour avoir le droit de participer aux compétitions sportives organisées au sein de la fédération. Or, la présence d'inexactitudes dans la base de données est susceptible d'affecter le déroulement des épreuves sportives, une simple erreur d'adresse pouvant empêcher les licenciés d'y avoir accès s'ils ne disposent pas du sésame le moment venu, une erreur sur le nom pouvant poser des problèmes d'assurance en cas d'accident. Ces renseignements sont aussi utilisés pour dresser des bilans d'activités. Le comptage des licences annuelles, comme celui des licences école, aboutit à l'établissement de statistiques qui figurent dans les comptes rendus d'Assemblée Générale des différents organes de la fédération. Celles-ci sont structurées de façon à faire apparaître, pour une année donnée, la distribution des titulaires de titres fédéraux par zone géographique, sexe, catégorie d'âge ou de support, et à mettre en évidence les évolutions qui surviennent sur une période pluriannuelle. Elles fournissent ainsi un appui pour porter un jugement sur la vitalité de la pratique fédérale à un niveau d'échelle territoriale donné. A cet égard, il est intéressant de noter que les données utilisées dans ces documents pour faire un bilan détaillé sur une catégorie de supports ne proviennent pas du fichier central. Ce sont les classements établis à l'issue des épreuves sportives qui servent alors à réaliser les statistiques fédérales, la connaissance du public de la FFVoile étant donc réduite aux seuls sportifs. La distinction loisir/compétition n'est donc jamais faite dans ces comptes rendus. Cette indication ne figure pas non plus sur la licence elle-même. Autant dire que les renseignements codés dans le champ « compétition » sur la base de données ont peu d'importance sur le plan institutionnel.
- 39 Du point de vue des établissements locaux, l'enregistrement des licenciés est loin d'être une tâche négligeable. Elle a, d'une part, des implications politiques en interne car le nombre de licences délivrées par chaque entité locale détermine le poids qui lui sera attribué par la suite dans les assemblées générales électorales de la fédération. Elle a,

d'autre part, des répercussions financières puisque le niveau des subventions attribuées aux organisations nautiques par les pouvoirs publics locaux dépend souvent du nombre de personnes qu'elles ont licenciées l'année précédente. Toutefois, l'allocation de ces diverses ressources ne dépend assez peu des renseignements portés sur le fichier central. Il importe surtout d'inscrire sur le registre national des numéros de licence, ce seul acte étant suffisant pour bénéficier des moyens évoqués plus haut¹⁰.

- 40 L'enregistrement des licences annuelles est souvent couplé avec les inscriptions administratives qui sont organisées à l'intention de ceux et celles qui souhaitent participer aux activités collectives que les établissements nautiques locaux organisent régulièrement au cours de la saison sportive. Or, cette tâche retient autant l'attention, sinon plus, des personnels qui y travaillent. Utilisée comme instrument de prévision du futur proche, elle a des conséquences sur le fonctionnement des établissements locaux pour les mois à venir. Ceux-ci en retirent des informations sur le volume d'activité auquel ils devront faire face pendant une période donnée, sur la manière dont vont être ventilées les personnes inscrites entre les différents programmes d'activités et en fonction des supports choisis, et sur le nombre de groupes à constituer. Les renseignements fournis à cette occasion leur permettent d'estimer si les ressources en matériel et en personnel qu'ils peuvent mobiliser leur donnent la capacité de faire face à ces demandes. Dans le même temps, ces inscriptions les autorisent à faire des prévisions au sujet des rentrées financières qu'ils peuvent espérer encaisser ou même à percevoir immédiatement des recettes, puisque le paiement est parfois exigé au moment même où l'acte administratif est accompli.
- 41 En outre, il existe bien d'autres formalités administratives que les établissements demandent de remplir aux divers publics qui passent chez eux. Elles s'échelonnent à différentes périodes de l'année, selon qu'elles concernent tel ou tel type d'activité. Par ailleurs, les personnels ont d'autres dossiers à traiter tout au long de l'année que les seuls formulaires d'inscription s'adressant à leurs divers publics (demandes de subventions, officialisation des résultats d'une compétition sportive, réponses aux requêtes du siège, etc.), et certains sont tout aussi importants pour le fonctionnement de leur établissement.
- 42 Par conséquent, renseigner la base de données est une tâche importante, mais elle n'a rien d'exceptionnel. Elle n'est d'ailleurs jamais présentée comme une enquête. Il s'agit d'un travail administratif demandé par la fédération, qui se rapproche d'autres tâches effectuées pour son compte sur bien des points. De plus, c'est une activité routinière qui revient chaque année sans jamais revêtir un caractère inhabituel pour les personnels œuvrant dans les établissements locaux, sauf peut-être lorsque la procédure change, comme ce fut le cas lors du lancement de l'utilisation d'internet. Par conséquent, il n'y a pas de raison majeure à ce qu'ils accordent à cette tâche administrative une attention et un soin particuliers, d'autant que la manière dont est organisé le travail ne s'y prête pas.

Les catégories descriptives

- 43 Les comptes rendus que les enquêtés font à propos de la manière dont ils procèdent pour classer les licenciés dans la nomenclature qui leur est présentée sur le serveur fédéral laisse à penser que les catégories proposées sont inégalement maîtrisées. Si la définition des catégories de supports ne prête guère à confusion, il n'en va pas de même des catégories incluses sous le champ « compétition ». En 2003, ce champ comprenait trois options (compétition / loisir / autre), les deux premiers termes étant déjà présents sur le

serveur au début de la période étudiée. Les échanges discursifs qui ont eu lieu autour du contenu de ces catégories donnent une idée approximative du sens subjectif qui leur est attribué par les divers agents œuvrant au sein des établissements nautiques. Ce faisant, ils permettent d'en apprécier la robustesse. A la différence de ce qui est fait dans un travail longitudinal, il ne s'agit pas ici d'observer comment une catégorie résiste plus ou moins bien au temps (Couppié et Demazière, 1995). Nous proposons d'évaluer cette robustesse à l'aune du degré d'homogénéité qui caractérise ponctuellement une catégorie statistique usuelle. Il faut alors se demander si les mots qui sont disponibles dans la terminologie officielle, forgée ou adoptée par l'institution, sont à mêmes de rendre compte de façon adéquate, en revêtant un sens voisin pour ainsi dire, des situations vécues d'une manière ou d'une autre – en tant que simple agent effectuant une tâche administrative, par exemple – par les membres de l'institution. On se bornera ici à faire quelques remarques.

- 44 D'un point de vue formel, il existe deux sortes de compétitions, toutes deux inscrites sur le calendrier officiel de la fédération. On n'y accède pas de la même façon. Les compétitions donnant lieu à l'attribution d'un titre officiel sont accessibles aux seuls titulaires d'une licence annuelle. En revanche, la participation aux compétitions promotionnelles est ouverte aux pratiquants extérieurs grâce à l'existence de licences temporaires. Mais rien dans la documentation qui est envoyée aux établissements locaux par la fédération ne permet de déterminer ce que désigne exactement le terme « compétition » employé sur le serveur fédéral. Néanmoins, l'usage de cette catégorie donne apparemment lieu à de faibles variations. Si quelques personnes sollicitées n'ont pas oublié de faire référence aux régates promotionnelles quand l'entretien a abordé la question de la compétition, il est clair que pour beaucoup cette catégorie se résume aux programmes d'épreuves organisées à l'intérieur du système de divisions sportives.
- 45 Pour leur part, les licenciés annuels qui ne fréquentent pas les compétitions sont censés s'adonner à de la voile « loisir ». Toutefois, les personnels qui assurent localement la gestion des licences annuelles n'ont à leur disposition aucune définition leur permettant de classer ces derniers de façon uniforme et constante. Telle qu'elle est utilisée dans leur pratique quotidienne, la catégorie « loisir » est en fait très élastique. Elle repose le plus souvent sur une définition sociale négative, recouvrant les modes de pratique qui ne relèvent pas de la compétition sportive officielle. Selon les lieux et les interlocuteurs, le « loisir » peut désigner l'initiation, appelée aussi enseignement ou formation (ces termes s'appliquant d'ailleurs indistinctement aux séances collectives organisées en direction des licenciés annuels et aux stages mis en place dans le cadre des Ecoles Françaises de Voile), le perfectionnement non finalisé par la participation aux compétitions sportives, mais aussi la régate interne au club, voire même l'épreuve promotionnelle.
- 46 On serait tenté d'expliquer cette différence en évoquant les degrés de codification sociale qui séparent ces deux catégories. Selon Couppié et Demazière (1995), une catégorie statistique est d'autant plus robuste que les événements qu'elle désigne sont socialement institués et qu'ils ont des implications fortes et durables sur la vie de ceux qui y sont confrontés. Cette définition convient bien aux compétitions sportives qui s'accompagnent d'un cortège d'actes socialement objectivés (un calendrier, une inscription, un numéro de concurrent, une course comportant parfois plusieurs manches, un classement, une cérémonie de remise des récompenses, des points accumulés, etc.). Dès lors, elles peuvent être appréhendées, dans la conscience des individus, participants ou organisateurs, comme une activité sociale bien séparée du reste de la réalité. En revanche, le vocable « loisir » ne renvoie à aucun programme d'activités annuelles qui soit organisé, sur le

plan national, au sein de la fédération. La mise en place d'une pratique collective de « loisir » repose avant tout sur les initiatives et les disponibilités existant au plan local. Distinguer, dans les premiers temps de l'apprentissage, ceux qui souhaitent se vouer au loisir et ceux qui se destinent au sport est une tâche ardue, non seulement parce que les intentions des novices ne sont pas, en la matière, très claires, mais aussi parce que les groupes de pratique sont, selon toute vraisemblance, rarement constitués sur la base de cette coupure. Ainsi, dans un club qui a le souci d'orienter les néophytes vers la compétition officielle, les quelques individualités qui, au fil du temps, ne se déclarent pas intéressées par la compétition sont intégrés au sein de l'« école de sport » dont la vocation est pourtant de préparer les pratiquants à la confrontation sportive. Il n'est donc pas étonnant que les contours de cette catégorie soient flous puisqu'elle ne peut s'appuyer sur aucun procès de codification lui assurant un contenu relativement uniforme, quels que soient les lieux où elle est employée et les personnes qui s'y réfèrent.

L'organisation du travail

- 47 La manière dont est renseigné le fichier central varie beaucoup d'un lieu à un autre. Dans certains établissements, qui se sont révélés assez nombreux à l'issue de l'enquête, le public désireux de se licencier à l'année doit remplir une fiche d'inscription sur laquelle on lui demande d'indiquer ses choix en matière de support et de modalité de pratique, en cochant le plus souvent une case parmi une liste de propositions. C'est à partir des renseignements consignés sur ce document papier que la fiche informatique est ensuite complétée sur la base de données de la fédération. L'administration de ce formulaire s'effectue en relation avec les personnes qui sont postées à l'accueil, au cours d'une discussion où celles-ci répondent aux questions du public et s'enquière de ses souhaits. Parfois, elles prennent d'autres renseignements qui portent sur l'expérience nautique, le niveau sportif des visiteurs, etc. Cependant, de telles précautions ne sont pas toujours prises lorsque les personnes qui se trouvent en présence sont déjà liées par des relations d'interconnaissance. Cela se produit parfois quand ceux qui viennent prendre une première licence sont déjà passés par le club dans le cadre des stages de l'EFV ou ont pratiqué auparavant la voile à l'école sous la direction des moniteurs du club. Ceux qui viennent renouveler leur licence, là où ils étaient déjà membres l'an passé, sont dans une situation tout à fait similaire. Cela n'a pas de conséquence sur la façon dont est renseignée la base de données si toutes les informations nécessaires à cette opération sont explicitement demandées sur la fiche d'inscription qui est remise au public.
- 48 Lorsque ces demandes d'informations sont effectivement présentes, les catégories proposées au public pour exprimer ses choix sont exprimées dans des termes qui ne correspondent pas à ceux que propose la fédération sur le serveur en vue de l'enregistrement des licences. En outre, ces catégories ne sont pas les mêmes d'un endroit à un autre. Non seulement les libellés utilisés par les établissements ne sont pas les mêmes, mais la façon de construire ces catégories donne lieu à des réalisations locales sensiblement différentes, comme l'illustrent les exemples suivants. Ceux-ci concernent la modalité de la pratique nautique dont le traitement est particulièrement éclairant. Alors qu'ici ceux qui ont opté précédemment pour une licence annuelle sont invités à choisir sous le chapeau « Autres activités » entre l'« école de sport », la « voile loisirs », la « formation » et d'autres libellés encore, là ils doivent opter au sein de l'« école de sport » pour une « section souhaitée », soit « loisir », soit « sportif ». Outre que la catégorisation

proposée ne repose pas sur la même architecture, elle n'a pas non plus la même extension puisque le nombre de catégories varie lui aussi. Ainsi, au lieu de s'en tenir à un ordre binaire, certaines fiches distinguent quatre ou cinq « niveaux de pratique », combinant en fait trois critères ; à savoir, l'expérience dans l'activité choisie (débutant), la modalité de pratique souhaitée (« loisir ») et le niveau auquel désire évoluer le licencié en compétition (« division 3 », « division 2 », « division 1 »). Si la catégorisation des souhaits que le public a exprimés sur les fiches papier varie autant selon les lieux, il est donc assez improbable que l'opération finale, consistant à traduire des classifications hétérogènes dans les catégories retenues par la base de données centrale, puisse aboutir à une codification identique et donc conférer à ces catégories un contenu univoque.

- 49 D'autre part, il arrive, ici ou là, qu'une demande de renseignement concernant le support et/ou la modalité de pratique manque sur la fiche d'inscription. Dans un certain nombre de cas, cela tient simplement au fait que l'éventail des activités organisées par l'établissement ne couvre pas l'ensemble des modalités de pratique ou des supports proposés au sein de la FFVoile. Ainsi, certaines associations se consacrent exclusivement à la compétition sportive. Ailleurs, le public peut ne pas avoir la possibilité de combiner planche à voile et compétition sportive pour la simple raison que l'établissement où il se présente ne prépare pas, sur ce support, à la pratique compétitive.
- 50 Toutefois, le fait qu'aucun renseignement ne soit réclamé sur l'un ou l'autre de ces aspects, sur le formulaire d'inscription, ne répond pas toujours à cette logique puisque cette absence est avérée dans des centres qui offrent à leurs membres la possibilité d'opter, avec une licence annuelle, entre différents supports et plusieurs modalités de pratique. Même dans cette situation, plusieurs cas de figure ont été rencontrés.
- 51 Dans un premier cas de figure, les informations nécessaires au renseignement de la base de données sont obtenues en marge des renseignements d'état civil et des attestations que le public doit produire sur sa fiche, en questionnant oralement les gens qui se présentent à l'accueil. La licence est alors créée ou renouvelée en direct devant eux, la base de données étant documentée par le personnel de l'établissement à partir des informations qui lui sont données au cours de la discussion et en fonction de l'interprétation qu'il en fait. Ce procédé ne supprime pas toute ambiguïté sur le statut des informations qui sont saisies sur le serveur de la fédération. S'agit-il vraiment d'une description des intentions des licenciés ? Les témoignages recueillis nous font penser que, même dans ces conditions de fonctionnement, les questions relatives aux caractéristiques de l'activité des licenciés (support, modalité de pratique) ne sont pas systématiquement posées. Il arrive, en effet, que le personnel qui se charge de créer les licences attribue aux gens qui se trouvent devant lui des caractéristiques sur la base des informations préalables dont ils disposent à leur sujet ou en fonction d'éventualités probables. Ainsi, dans un club de taille réduite, où ceux qui s'adonnent à la compétition en planche¹¹ sont généralement peu nombreux, le chef de base nous a précisé qu'il avait parfois l'occasion de voir évoluer quelques mois auparavant, dans le cadre scolaire et sur le support choisi, les enfants qui viennent s'inscrire au club en début de saison. En fonction de ce qu'il aura pu observer au cours de ces séances, il aura glané des indications, plus ou moins sûres, sur leurs dispositions à l'égard de la compétition sportive : « on sait un peu si le gamin est plutôt à faire la course ou si le côté compétition ne le branche pas plus que cela ». C'est donc sur la base de ces inférences qu'il décidera de leur demander ou non s'ils sont intéressés par la compétition lorsqu'ils viendront un peu plus tard remplir les formalités d'inscription.

- 52 Dans un autre cas de figure, les licences sont créées en cours d'année, après la période d'inscription destinée à ceux qui souhaitent prendre part aux activités régulières organisées par l'établissement. Cette opération s'effectue donc en l'absence des gens qui se sont inscrits sans que les membres du personnel aient la possibilité de s'aider d'un quelconque formulaire pour remplir les deux champs étudiés. Ces deux cas sont en fait complétées à partir de ce que les seconds savent de la pratique nautique que les premiers exercent au sein du club ou en dehors. Soit ils les côtoient au sein d'un établissement où le faible effectif des membres permet à tout le monde de connaître tout le monde, du moins ceux qui fréquentent assez souvent l'espace local de pratique. Pour remplir la fiche informatique, ils se fondent alors sur la connaissance qu'ils ont de la pratique habituelle des adhérents, compte tenu des différentes options offertes localement, le caractère restreint de l'éventail des activités organisées par leur établissement leur facilitant en l'occurrence la tâche¹². Soit ils estiment, en tant que moniteur ou entraîneur, la capacité des licenciés, qui débutent la planche à voile ou de ceux qui ont pratiqué jusque là en « loisir », à faire des compétitions sportives, au vu de leur assiduité aux séances et de l'habileté générale dont ils ont fait preuve. L'information sur la modalité de pratique qu'ils inscrivent dans la base de données correspond alors à un pronostic, sinon à un pari, sur la pratique future des licenciés, sachant qu'ils encourageront ceux qui ont montré de bonnes dispositions pour la régate à s'engager dans la compétition sportive, les incitant ainsi à confirmer par leur pratique leur propre jugement prospectif.
- 53 Le peu d'attention que les personnels des établissements locaux accordent à ces deux champs de la base de données, ceux qui concernent le support et la modalité de pratique, ne saurait se comprendre comme un simple acte de négligence. Une telle récurrence s'éclaire dès lors qu'on en fait la conséquence de la signification que les différents intervenants accordent à ces éléments d'information et à la tâche consistant à les collecter, les coder et les enregistrer. Or, la signification que ceux-ci attribuent à cette tâche dépend pour beaucoup de l'organisation du travail dans laquelle celle-ci s'insère.
- 54 En l'occurrence, le traitement de ces deux champs revêt une importance négligeable. Il est frappant de constater que les recommandations incluses dans le dossier licence restent muettes sur la définition de certaines catégories utilisées pour décrire l'activité des licenciés sur leur fiche informatique. En fait, les consignes adressées aux établissements locaux portent sur la manière d'utiliser le logiciel pour enregistrer correctement les licences, mais elles ne concernent en rien la procédure à suivre pour collecter et coder les informations qui permettent d'alimenter la base de données. En outre, la fédération ne met en place aucun contrôle pour vérifier la pertinence des informations qui lui sont déclarées. De fait, n'étant pas mis en alerte sur ce point, les gens qui enregistrent les licences n'ont pas à s'en soucier, à supposer d'ailleurs qu'ils prennent connaissance du dossier licence, ce qui ne semble pas être toujours le cas à entendre les réactions de certains d'entre eux.
- 55 Il est clair, d'autre part, que les personnels qui œuvrent dans les établissements nautiques n'ignorent pas que la manière dont ils renseignent ces champs n'a pas de conséquences fâcheuses ni pour eux-mêmes, que ce soit pour la suite de leur travail ou pour leur position au sein de leur institution locale, ni pour le fonctionnement de l'établissement, ni même pour les licenciés. D'ailleurs, l'information que ceux-ci donnent n'a pas une grande utilité pour les établissements locaux. Certains d'entre eux s'en servent, au mieux, pour procéder à des vérifications au coup par coup. C'est le cas lorsque le personnel consulte de temps à autre le serveur central pour contrôler que certains de leurs

adhérents possèdent bien la licence qui leur donne le droit d'accéder aux compétitions officielles. Ailleurs, la manière dont est tenue la base de données n'a, en général, aucune incidence sur la gestion des établissements, car ceux-ci n'utilisent pas à cet effet les informations qui y sont enregistrées. Certains d'entre eux fabriquent leurs propres statistiques pour parvenir à cette fin. Pourquoi, dans ces conditions, devraient-ils se soucier de la pertinence des informations qu'ils sont chargés de saisir sur le serveur ?

Le codage et la transformation des informations par les intermédiaires

- 56 Dans un certain nombre de cas, le codage réalisé lors du renseignement de la base de données est indépendant des souhaits des licenciés. Il y a deux raisons à cela.
- 57 Il arrive, d'une part, que les informations apportées par le public, qui sont parfois consignées sur les papiers d'inscription, soient ensuite filtrées par les entraîneurs ou la personne présente à l'accueil. Dans certains lieux, ce sont les entraîneurs qui décident en dernier ressort qui, parmi ceux qui souhaitent faire de la compétition sportive, est suffisamment compétent pour prendre part aux régates organisées dans le cadre des divisions sportives. Cette décision est prise à l'issue d'un test ou au vu des progrès accomplis au cours de l'année écoulée. La liste des gens habilités à participer aux épreuves sportives est alors transmise au secrétariat. Celui-ci s'y réfère quand il saisit les renseignements sur les licenciés annuels sur le serveur. Ailleurs, le filtrage se fait dès l'inscription, ceux qui débutent sur un support étant toujours classés « loisir » sur la base de données, même s'ils ont une expérience nautique dans une autre catégorie d'engin à voile.
- 58 Il apparaît, d'autre part, que le codage des informations déclarées par les licenciés est parfois réalisé sur la base d'une convention faisant correspondre telle catégorie de la fiche d'inscription avec telle autre retenue dans la base de données, sans que l'on s'enquière toujours si cela est bien en adéquation avec le projet des premiers intéressés ou, au moins, avec les éventualités qu'ils envisagent. Ainsi, dans cet établissement, tous les membres de l'école de sport sont classés dans la catégorie « compétition », alors que dans tel autre il s'agit de tous ceux qui prennent une licence annuelle. Par exemple, dans ce club où la fiche permettant de s'inscrire à une activité encadrée en « voile sportive » laisse le choix entre quatre « niveaux de pratique », dont une modalité « loisir », la secrétaire déclare que *même si c'est rare que les enfants pratiquent la compétition, je coche toujours compétition car ils peuvent tous être amenés à en faire (...) En planche à voile, ils sont tous en voile sportive. Toute personne qui s'inscrit en voile sportive fait au moins une compétition (...) en tous cas, ils peuvent être tous amenés à faire de la compétition.*
- 59 Un faisceau d'indices, comme la diversité des habitudes de codage en vigueur d'un lieu à un autre et l'incertitude qu'expriment les personnes contactées quant aux usages suivis par leurs collègues, nous laisse donc penser qu'une observation objective des pratiques nautiques auxquelles s'adonnent les licenciés ferait apparaître que la catégorie « compétition » du fichier central agrège en fait une population de pratiquants qui, sous le rapport de la participation aux épreuves sportives, est fortement hétérogène.
- 60 Des faits semblables se produisent lorsque les gens se présentent pour reprendre une nouvelle licence. Dans cette situation, les personnels des établissements nautiques ont la possibilité de renouveler automatiquement les fiches informatiques qui se trouvent déjà

dans la base de données, en procédant si nécessaire à l'actualisation des renseignements qui y sont consignés. Cette façon de faire a l'air très fréquente. C'est un moyen d'économiser du temps pour tout le monde. Cependant, il apparaît que ces renouvellements sont parfois effectués sans contrôle. Certains agents questionnés sur ce point en conviennent sans complexe. Le manque de temps est allégué pour justifier cette pratique. Évoquant l'éventualité qu'un membre du club arrête la compétition sportive d'une année sur l'autre tout en reprenant sa licence, nous avons interrogé les responsables associatifs sur leur capacité à répercuter ce changement sur sa fiche informatique. À cette question, l'un d'eux répond ceci : « Quand un adhérent arrête la compétition, de toute façon on renouvelle automatiquement sa licence. On ne fait pas de changement sur sa fiche. Comme on est souvent à la bourre tout le temps, on en fait le minimum »¹³. Les déclarations d'autres agents vont dans le même sens. S'ils procèdent à des vérifications, ce n'est que très ponctuellement lorsqu'ils ont peu de licences à traiter à un moment donné. Ailleurs, on déclare effectuer quelques contrôles avant de valider les fiches informatiques, mais cette vigilance varie sensiblement selon les domaines concernés. Elle s'exerce en priorité sur l'adresse des licenciés, plus rarement sur le support de pratique. En d'autres lieux, on émet des doutes sur la systématique de tels contrôles, et plus particulièrement lorsqu'il s'agit des informations concernant le champ « compétition ». De toute façon, l'efficacité de ces contrôles requiert qu'ils soient faits en présence des personnes concernées. Lorsque cette condition n'est pas satisfaite, les changements intervenus d'une année sur l'autre dans la pratique des licenciés peuvent tout de même être connus des membres du personnel des établissements nautiques, lorsque les uns et les autres ont développé des liens interpersonnels. En revanche, les changements de modalité de pratique des adhérents qui ne fréquentent pas l'établissement nautique, peuvent difficilement être repérés par cette voie. Par conséquent, ils restent inaperçus du personnel, si celui-ci ne prend pas la peine de vérifier auprès des personnes extérieures¹⁴ qui se présentent à l'accueil, que leurs intentions sont toujours celles qui ont été codées sur leur fiche. En outre, les licenciés changent parfois de support en cours d'année. Quand les chefs de base en sont informés, ils ne prennent pas forcément la peine d'aller modifier en conséquence la fiche de la personne concernée, comme le reconnaît l'un d'eux.

- 61 Pour résumer, le contrôle des données consignées sur les fiches informatiques est loin d'être généralisé, et lorsque, localement, le personnel y veille, il est peu probable qu'il couvre l'intégralité des champs de la base et qu'il revête un caractère systématique¹⁵. Par ailleurs, on ne saurait dire s'il s'agit là de la conséquence du même défaut de vigilance, il est avéré que le renouvellement des licences donne aussi lieu de temps à autre à l'attribution de deux fiches au même individu. On trouve ainsi quelques rares paires d'enregistrements comportant des renseignements personnels identiques (nom, prénom, date de naissance) mais différant au regard d'un ou de deux autres paramètres descriptifs (lieu de résidence, club, support de navigation et/ou modalité de pratique).

Des catégories administratives à géométrie variable

- 62 Jusqu'à présent, cet article s'est efforcé de montrer comment est renseignée la base de données fédérale et il a pointé la grande diversité des usages locaux qui prévaut en cette matière. Toutefois, l'hétérogénéité des pratiques administratives déborde ce seul aspect et concerne plus largement les catégories administratives elles-mêmes, celles qui ont été constituées par la Fédération Française de Voile autour des titres fédéraux. En se centrant

sur les deux principales, la licence annuelle et la licence école, l'enquête a mis en évidence que les établissements nautiques en font des usages imprévus. Soit que ces titres sont délivrés à des publics auxquels, *a priori*, ils ne sont pas prioritairement destinés, soit qu'ils ne sont pas remis à ceux auxquels, pourtant, ils s'adressent normalement.

- 63 Comme son nom l'indique, la licence annuelle est réservée à tous ceux qui souhaitent exercer une activité nautique, en tant que pratiquant, dirigeant ou arbitre, qui s'étale sur toute une année, à quelle que fin que ce soit. On pourrait donc penser que la totalité des membres d'un établissement nautique qui naviguent durant toute une année se rangent dans cette catégorie administrative. Dans les faits, il n'en est rien. Certains établissements s'arrangent avec les règles fédérales afin d'offrir à leurs adhérents la possibilité de bénéficier pendant un an des prestations qu'ils leur proposent, entre autres d'une assurance, sans pour autant les obliger à s'acquitter du paiement de cette licence. En dépit du règlement de la FFVoile, qui prévoit que tout adhérent d'un établissement affilié soit licencié auprès d'elle, quelques structures se contentent de faire payer aux pratiquants, qui ne désirent pas participer aux épreuves sportives, une simple cotisation correspondant à leur adhésion. Autre part, on leur délivrait, il y a peu de temps encore, avant que la réforme des titres fédéraux ne prolonge la durée de validité de la nouvelle licence enseignement, un passeport-voile associé à une licence école, l'assurance souscrite par le club prenant le relais au bout de six mois lorsque la validité de ce titre venait à terme.
- 64 A entendre les déclarations s'attachant à justifier ces décisions, l'hypothèse, selon laquelle le rapport entretenu par le personnel des établissements locaux (élus et salariés permanents) avec le siège fédéral et ces organes intermédiaires est un élément déterminant de ce choix, semble assez crédible. Parmi ceux qui ont recours à de tels arrangements, certains invoquent le coût jugé prohibitif de la licence annuelle comme étant la raison principale qui les a conduit à prendre une telle décision. Toutefois, ils soulignent dans le même temps combien ils se sentent peu concernés par la politique fédérale. Si donc l'on s'efforce de trouver des arrangements favorables aux adhérents, d'abord pour des motifs économiques, cela tient aussi au fait que l'on se sent assez éloigné de la fédération, qui, juge-t-on, ne récompense pas les efforts que font les petits clubs pour développer la voile. Par conséquent, ces agents ne voient pas l'intérêt qu'il y a pour leur club à licencier le maximum de personnes et à apporter ainsi des ressources supplémentaires à la fédération.
- 65 Réciproquement, certains pratiquants prennent une licence annuelle alors qu'un autre type de licence leur est réservé. C'est le cas des stagiaires des Ecoles Françaises de Voile participant très ponctuellement à une activité fédérale, dont les parents demandent parfois qu'ils aient une licence annuelle, pourtant beaucoup plus chère, alors que le règlement de la FFVoile prévoit de délivrer une licence école à tous les stagiaires des EFV.
- 66 Parmi les établissements enquêtés, quelques-uns ont donc un fonctionnement hors norme ; c'est-à-dire, qu'ils mettent en œuvre des procédures non prévues par le règlement fédéral auquel ils sont tenus. Il ne s'agit vraisemblablement pas d'exceptions. Toutefois, la présente enquête ne peut que signaler l'existence de ce fonctionnement et le décrire grossièrement, sans pouvoir estimer le degré de diffusion de ces pratiques autonomes.

Conclusion

- 67 Rappelons que l'objectif de cet article n'était pas d'apprécier la fiabilité du fichier central de la FFVoile au regard de l'utilisation gestionnaire qui en est faite, mais de déterminer si les données qui y sont stockées peuvent se prêter à une étude sociologique des carrières que les pratiquants effectuent au sein de la fédération. La possibilité de transformer un document administratif en document sociologique ne pouvant se juger *a priori*, il a fallu recourir à un examen minutieux du processus de fabrication des données. Sur ce point, les témoignages obtenus auprès des membres de quelques établissements nautiques locaux indiquent que le fichier central ne donne en fait d'informations ni sur les pratiques avérées des licenciés, ni même sur les intentions de ces derniers concernant leur pratique nautique à venir. Il n'y a donc pas lieu d'assimiler les demandes effectuées par le siège fédéral auprès de ses composantes locales à une enquête sociologique.
- 68 Cela tient au mode de construction des données qui produit les décalages, si nombreux, observés avec les classements sportifs de fin d'année. Rappelons-en les caractéristiques majeures : l'absence d'enjeux institutionnels liés à l'exactitude des renseignements stockés sur le fichier, le flou de certaines nomenclatures, le filtrage et la libre interprétation des informations émanant des licenciés, auxquels s'ajoutent les supputations des responsables locaux sur leur pratique à venir, la non-correspondance des grilles classificatoires utilisées lors des inscriptions locales avec celles retenues pour l'enregistrement des licences sur le serveur fédéral, le peu d'importance accordée au contrôle des renseignements inclus dans les fiches informatiques lors des réinscriptions.
- 69 Dans une certaine mesure, le recours aux classements sportifs est un moyen de corriger ces données en les mettant en adéquation avec l'usage que l'on veut en faire, à savoir décrire la pratique avérée des licenciés annuels. Toutefois, cette correction reste limitée en raison du caractère relativement circonscrit de ce contrôle, cantonné à un seul support de pratique, et de l'impossibilité de recouper la totalité des données stockées sur le fichier central avec une autre source d'informations. Par conséquent, même après cette rectification, l'exploitation des données corrigées laisse de la place à de nombreuses approximations, car il n'est pas possible de connaître le support sur lequel naviguent habituellement les licenciés annuels qui sont annoncés comme véliplanchistes sur le fichier central, mais dont on ne retrouve pas la trace sur les classements sportifs consultés. Cette incertitude quant à leur qualité de véliplanchistes concerne autant ceux qui sont classés parmi les « compétiteurs » que ceux qui sont censés être des adeptes du « loisir ».
- 70 On pourrait arguer que ces difficultés tiennent à la volonté d'exploiter les informations détaillées consignées sur ce fichier. Elles seules ne seraient pas pertinentes. Renoncer à accéder à des informations correspondant à ce niveau de détail en se contentant de prendre en compte la seule prise de licence permettrait de conserver à l'exploitation statistique des données fédérales une entière validité. Or, il n'est en rien. Même si l'on abandonnait l'idée de distinguer les licenciés annuels selon la catégorie de support et le mode de pratique (compétition / loisir), des réserves demeurerait quant à la validité des résultats obtenus ainsi, au regard des objectifs scientifiques poursuivis. En effet, il est apparu que l'usage des catégories administratives constituées autour des titres fédéraux ne correspond pas, çà et là, aux règles édictées par la fédération. Autrement dit, la

population fédérale regroupée dans la catégorie intitulée « licenciés annuels » n'est même pas homogène d'un point de vue administratif.

- 71 Dans les deux cas, le sociologue se voit donc imposer son objet par les agents de l'institution sportive, compte tenu de l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'accéder à des documents qui lui donneraient la possibilité de découper la population à étudier sur la base de critères qu'il aurait lui-même décidés et de produire des données appropriées à son projet. En définitive, il a le choix entre continuer à travailler, faute de mieux, sur des fichiers de grande envergure, en signalant les limites auxquelles se heurte leur utilisation scientifique, ou réduire ses ambitions en multipliant les études dirigées sur l'espace local où le contrôle des informations disponibles sur les pratiquants est sans doute plus aisé.

BIBLIOGRAPHIE

Besson, J.L. (1992). Les statistiques : vraies ou fausses ? in Besson JL, *La Cité des chiffres. Autrement*. Série Sciences en société, n° 5 : 26-61.

Briand, J.P., Chapoulie, J.M., Peretz, H (1979). Les statistiques scolaires comme représentation et comme activité. *Revue française de sociologie*, vol 20 : 669-702.

Cézard, M. (1981). *Le rapprochement de l'enquête Emploi et Recensement de la population de 1975*. Résultats généraux : INSEE : 201-219.

Chevalier, V. (1996). Une population de pratiquants sportifs et leur parcours : les cavaliers titulaires d'une licence. *Population*, n° 3 : 573-608.

Chevalier, V. (1998), Pratiques culturelles et carrières d'amateurs : le cas des parcours des cavaliers dans les clubs d'équitation, *Sociétés contemporaines*, n° 29 : 27-41.

Coupié, T. et Demazière, D. (1995). Se souvenir de son passé professionnel : appel à la mémoire dans les enquêtes rétrospectives et construction sociale des données, *Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 49 : 23-57.

Dale, A. (1993). Le rôle de l'analyse secondaire dans la recherche en sciences sociales, *Sociétés contemporaines*. Analyse secondaire, n° 14/15 : 7-21.

Desrosières, A. et Thévenot, L. (1992). *Les catégories socio-professionnelles*. La découverte : Paris.

Gollac, M. (1997). Des chiffres insensés ? Pourquoi et comment on donne un sens aux données statistiques, *Revue française de sociologie*, vol. 38 : 5-36.

Grémy, J.P. (1998). Problèmes de l'analyse secondaire, *Bulletin de méthodologie sociologique*, n° 18 : 27-28.

Jallat, D. (2001). *L'espace de pratique de la voile légère en France : histoire, styles et représentations*. Thèse de troisième cycle. Paris : Université de Paris Sud Orsay.

Masson, P. (1997). Elèves, parents d'élèves et agents scolaires dans le processus d'orientation. *Revue Française de Sociologie*, vol. 38 : 119-142.

- Merllié, D. (1983). Une nomenclature et sa mise en œuvre. Les statistiques sur l'origine sociale des étudiants. *Actes de la recherche en sciences sociales*. Qu'est-ce que classer ? n° 50 : 3-47.
- Merllié, D. (1988). Que mesure la statistique ?, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73 : 94-96.
- Merllié, D. (1989). La construction statistique. In Champagne, Lenoir, Merllié, Pinto, *Initiation à la pratique sociologique*. Paris : Dunod / Bordas, 100-162.
- Minvielle, J.P. (1996). Les systèmes d'information : fausses évidences, contraintes et réalités, *Cahiers des Sciences humaines*, n° 4 : 743-763.
- Peneff, J. (1984). La fabrication statistique ou le métier du père, *Sociologie du travail*, n° 84 : 95-211.
- Peneff, J. (1988). The Observers observed: French Survey Researchers at Work. *Social Problems*, vol 35, n° 5 : 520-535.
- Soulé, B. (2002). Difficultés et enjeux de la quantification des accidents dans les stations de sports d'hiver, *Risques*, n° 52 : 110-119.
- Waser, A.M. (1992). La genèse d'une politique sportive, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 91-92 : 38-48.

NOTES

1. Un novice est une personne qui n'a jamais été licenciée précédemment au sein de l'institution fédérale au moment où l'on observe sa présence dans ses rangs. Elle y est donc inscrite pour la première fois, pour autant que les documents utilisés pour faire cette observation permettent de le savoir.
2. Dans la suite de cet article, les termes « fichier central » ou « base de données fédérale » seront utilisés pour désigner un seul et même support d'informations. Il s'agit du registre sur lequel sont codés chaque année, sous forme de fiches individuelles, les renseignements relatifs à chaque licencié annuel.
3. Une enquête est dite administrative quand la collecte des données a pour but de produire une connaissance statistique sur l'organisation publique ou privée (ses agents, son public, leur activité) qui en assure la réalisation.
4. Que soient remerciés tous ceux qui ont facilité la réalisation de ce travail, et plus particulièrement Dominique Le Brouster, chargé de missions à la Ligue de Bretagne de Voile, Didier Flamme, Conseiller Technique National Planche à Voile, Philippe Legrand, Directeur du service informatique de la fédération, et François Arbellot, responsable du Comité départemental de Voile du Finistère
5. Référence des archives : code 20020479, carton 245, article 396.
6. Dans cet article, le licenciement désigne le fait de prendre une licence auprès d'une fédération sportive.
7. Les effectifs des licences annuelles sont multipliés par 1,77 en l'espace d'un an, passant de 46 631 à 82 440, ce qui laisse songeur quant à la réalité de cette augmentation (Sources : site internet de la Fédération Française de Voile). D'ailleurs, le tableau affiché sur le site internet de la fédération est précédé d'un avertissement précisant que « les données chargées sont valides à partir de 1994 ».
8. La présente enquête porte sur la réalité institutionnelle de l'année 2003. Celle-ci diffère un peu de celle qui prévalait pendant la période étudiée puisque les catégories figurant sur le serveur ont, depuis, changé de dénomination (le champ « Activité » désigne le type de support, le champ « compétition » l'absence ou la présence aux compétitions) et puisque les titres fédéraux ont également été modifiés.

9. L'importance de cet enjeu pourrait toutefois être minimisée après lecture du rapport de la commission des Finances du Sénat sur la gestion du Fonds national du développement du sport. Au chapitre qu'ils consacrent aux conventions d'objectifs liant les fédérations sportives à l'État, les deux rapporteurs constatent que *les documents qui servent de base à la négociation de conventions d'objectifs [...] sont lourds, souvent imprécis quant aux objectifs visés, silencieux quant aux critères d'évaluation et indicateurs d'atteinte des objectifs*. Néanmoins, il suffirait que les dirigeants nationaux persistent à croire que le montant des ressources allouées par le ministère dépend en grande partie du nombre déclaré de licenciés pour que le décompte annuel des licences conserve à leurs yeux un enjeu social. *Rapport d'information fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur la gestion du Fonds national pour le développement du sport* par MM. Michel Sergent et Paul Loridant. Sénat Session ordinaire de 1999-2000. Annexe au procès-verbal de la séance du 21 octobre 1999, p. 49.

10. Les sommes qui sont en jeu conduisent certains établissements nautiques à fabriquer de toutes pièces des licences qui en fait ne sont attribuées à personne. En gonflant leurs effectifs, ceux-ci espèrent recevoir des subventions plus importantes. On trouve la trace de ces licenciés fantômes dans le fichier central.

11. Ce club n'était pas classé sur ce support en 1999 et 2000, et il ne comportait dans ses rangs aucun coureur classé pendant la même période. Il se contente en fait d'organiser une initiation à la compétition sportive en accompagnant chaque année une dizaine de jeunes compétiteurs dans les divisions sportives de niveau départemental. Sources : témoignage du 30/06/2003 et données transmises par la Ligue de Bretagne de Voile.

12. Un des clubs qui procèdent ainsi réunit une cinquantaine de personnes, dont une trentaine participe aux activités organisées au sein de l'école de sport. Avant 2001, il proposait de pratiquer seulement la planche à voile aux licenciés annuels, en leur laissant le choix de trois options : *funboard*, compétition en planche longue ou *loisir*. En 2003, l'éventail du choix s'est encore réduit, le club cessant de préparer à la compétition sportive.

13. Témoignage recueilli le 24 juin 2003 auprès du directeur d'un club nautique qui propose deux activités à l'année : le dériveur sur Optimist et la planche à voile.

14. C'est l'expression de sens commun qui est parfois utilisée par les agents des établissements nautiques pour désigner ceux qui, parmi leurs membres, prennent une licence sans participer aux activités collectives.

15. Cette présomption est confortée par le témoignage apporté par la responsable administrative d'un grand club nautique. D'après ses dires, la FFVoile aurait envoyé en 2003 un courrier électronique à tous les clubs pour leur demander de veiller à vérifier l'adresse de leurs licenciés annuels, car un grand nombre de licences lui aurait été retourné pour cause d'adresses erronées.

RÉSUMÉS

L'analyse secondaire des fichiers des licences fédérales constitue une des techniques d'investigation possible pour objectiver le déroulement des carrières sportives. Avant de se lancer dans un travail de ce genre, encore faut-il savoir si les données stockées sur ces fichiers se prêtent bien à l'usage scientifique que l'on veut en faire. C'est cette démarche qui a été appliquée au fichier des licences annuelles de la fédération française de Voile. L'analyse critique, dont ce dernier a fait l'objet, a été menée en deux temps. Tout d'abord, les renseignements qu'il apporte sur les licenciés (pratique ou non de la planche à voile, pratique en compétition ou hors

compétition) ont été comparés à ceux fournis par une autre source documentaire, jugée sûre. Cette comparaison a fait apparaître des écarts considérables entre les deux séries de documents. Afin de trouver un sens à ces écarts, nous nous sommes ensuite efforcés de reconstituer le processus de fabrication des données stockées sur le fichier central de la fédération. Ce travail a permis d'évaluer la pertinence des deux variables pressenties initialement pour servir au suivi longitudinal des licenciés. De cette étude, il ressort que les données correspondantes conviennent peu à l'analyse des carrières sportives. En effet, elles ne décrivent pas les pratiques nautiques des membres de la fédération, mais la manière dont les personnels locaux font usage de la marge d'interprétation, que leur laissent les consignes officielles émanant du siège fédéral, pour remplir chaque année les fiches informatiques des licenciés.

The secondary analysis of national files of sport club membership is a possible research technique in investigating careers in sports. But before engaging in such work, one must know if the stored data can be used for scientific research. In this framework, we examined the yearly membership files of the Fédération Française de Voile. This critical analysis had two aspects. First, the information on members (wind-surfing or not, competitions or not) was compared with that provided by another high-quality source. This comparison reveals major differences. To interpret the meaning of these differences, we reconstructed the means by which the data was produced for the national files. This work permitted us to evaluate the pertinence of the two recorded variables for eventual longitudinal studies. The result is that the data could be used in longitudinal studies with only slight confidence. The data tends to describe the margins of interpretation left to local authorities by the federal guidelines, and not the real activity of members.

INDEX

Keywords : Secondary Analysis, National Sports Leagues, Club Membership, Careers, Longitudinal Analysis

Mots-clés : Analyse secondaire, Fédération sportive, Licence, Carrière, Analyse longitudinale

AUTEUR

CLAUDE LAFABRÈGUE

Université de Caen Basse-Normandie, lafabregue@staps.unicaen.fr